

Les partis britanniques durcissent leurs positions sur l'immigration

Après l'écrasante [victoire](#) (27,5%) du parti anti immigration et anti Union Européenne UKIP de Nigel Farage aux élections européennes de mai 2014, et à 9 mois des prochaines élections "générales" (législatives qui auront lieu au plus tard en mai 2015) l'ensemble des grands partis britanniques durcissent leurs positions sur l'immigration.

Outre les positions connues de l'UKIP sur la sortie de l'UE et la [limitation drastique](#) de l'immigration, les autres partis adoptent des positions plus strictes :

Le parti conservateur du premier ministre David CAMERON qui s'était déjà engagé à réduire l'immigration à quelques dizaines de milliers de personnes par an et à organiser - en cas de réélection en 2015 - un référendum sur la sortie de l'UE avant la fin de l'année 2017, indique vouloir réduire l'immigration en provenance de l'Union Européenne et donner « [la priorité aux britanniques](#) » : « *Nous voulons un système d'immigration qui bénéficie d'abord à la Grande-Bretagne et donc ce que nous mettons en place aujourd'hui, c'est une série de changements qui dit aux gens : si vous venez ici illégalement, il sera plus difficile pour vous d'avoir une maison, une voiture, un travail, un compte bancaire. Et lorsque nous vous trouverons – et nous vous trouverons –, nous nous assurerons que vous serez renvoyés dans votre pays* ».

Le parti libéral démocrate de Nick CLEGG (vice premier ministre) a [annoncé](#) vouloir encadrer de manière beaucoup plus stricte l'immigration en provenance des pays rejoignant l'Union Européenne.

Le parti travailliste, s'il s'est dit non seulement favorable au maintien dans l'Union Européenne mais hostile à tout référendum sur la question de l'appartenance à l'UE, envisage de priver les immigrés d'aides sociales tant qu'ils n'ont pas versé de cotisations. Ainsi Rachel REEVES, ministre des affaires sociales du cabinet fantôme a déclaré au [Sun le 3 août 2014](#) : " *Il n'est pas juste que quelqu'un qui a travaillé du toute sa vie et a contribué au système (social) ait droit à la même chose que quelqu'un qui vient d'arriver dans le pays...Il ne faudrait pas que l'on puisse bénéficier du système (social) sans y avoir contribué*". Quant au ministre des finances du cabinet fantôme Ed. BALLS, il a remis en cause la liberté de circulation pour les ressortissants étrangers au sein de

l'Union Européenne, [préférant](#) une "circulation juste" à une "circulation libre", ajoutant que « on ne devrait pas pouvoir venir en Grande Bretagne et y être chômeur ».